

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 166/04

AMR 23/026/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITIONS » PRÉSUMÉES

**COLOMBIE Diana Fince Uriana (f)
Reina Fince Pushaina (f), 13 ans
ainsi qu'une enfant de 11 ans
et les autres membres de la communauté indigène de Wayúu à Bahía Portete, dans la municipalité d'Uribia, département de La Guajira**

Londres, le 7 mai 2004

Selon certaines sources, des paramilitaires bénéficiant du soutien de l'armée colombienne ont attaqué une communauté indigène dans le département de La Guajira, le 18 avril 2004, faisant au moins sept morts. Ils ont également enlevé plusieurs personnes dont une enfant de onze ans, ainsi que Diana Fince Uriana et Reina Fince Pushaina, âgée de treize ans ; on ignore où elles se trouvent actuellement. Si les autorités ne prennent pas des mesures immédiates, Amnesty International craint fortement que les paramilitaires ne commettent de nouveaux homicides dans la région et que les jours des personnes enlevées ne soient en danger. Certaines informations recueillies ce jour, 7 mai 2004, par l'organisation indiquent que des membres de cette communauté indigène, qui ont été contraints de fuir leur foyer, ont récemment été menacés par des paramilitaires.

Dans la matinée du 18 avril, des paramilitaires ont pénétré dans la localité de Bahía Portete (municipalité d'Uribia, département de La Guajira), dont les habitants appartiennent au peuple wayúu. Ils auraient demandé à un certain nombre d'enfants où se trouvaient leurs parents, et tué des personnes qu'ils soupçonnaient de mentir. Ils auraient torturé plusieurs adultes avant de leur ôter la vie.

Les paramilitaires ont aussi enlevé plusieurs personnes, notamment Diana Fince Uriana et Reina Fince Pushaina, mais Amnesty International n'a pas été en mesure de déterminer avec précision combien ont été victimes d'un enlèvement et restent à ce jour portées disparues, et combien ont été tuées.

Depuis cette attaque, les habitants de Bahía Portete – environ 580 personnes – ont fui leur foyer pour se réfugier dans la capitale municipale, Uribia, et dans les environs.

À la connaissance d'Amnesty International à ce jour, les personnes suivantes ont été tuées : Nicolás Barros Ballesteros, Arturo Epiayu, Alberto Everts Fince, Rolán Everts Fince, Rosa Fince Uriana, Margarita Epianayu et Rubén Epianayu (16 ans).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dans le contexte du conflit interne qui, depuis quatre décennies, oppose les forces de sécurité colombiennes et leurs alliés paramilitaires, d'une part, aux groupes armés d'opposition, de l'autre, la population civile est la cible d'atteintes toujours plus nombreuses à ses droits fondamentaux.

Les Indiens, les Afro-Colombiens et les paysans vivant dans des zones de conflit ou des régions stratégiques sur le plan économique (où sont prévus, par exemple, des projets hydroélectriques ou d'exploitation minière) ont à maintes reprises été taxés de « *subversion* » par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires. Ces accusations ont souvent été suivies de graves violations des droits humains, notamment d'attaques paramilitaires contre les communautés menacées.

De leur côté, les groupes armés d'opposition ont menacé et tué des membres de communautés établies dans des zones rurales, car ils les soupçonnaient de collaborer avec les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de la communauté indigène des Wayúu à Bahía Portete (département de La Guajira), dont plus d'une dizaine de membres semblent avoir été tués ou avoir « disparu » lors d'une attaque menée le 18 avril par des paramilitaires armés bénéficiant du soutien de l'armée colombienne ;

– déclarez-vous particulièrement inquiet pour la sécurité des personnes qui auraient été enlevées par les paramilitaires le même jour, notamment Diana Fince Uriana et Reina Fince Pushaina, et dont on ignore où elles se trouvent ;

– appelez les autorités à diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur l'enlèvement, voire peut-être la « disparition » de ces personnes, ainsi que sur la mort de plusieurs Indiens tués, semble-t-il, dans l'attaque, notamment ceux dont l'identité figure plus haut ; demandez-leur instamment de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour retrouver les personnes enlevées et traduire en justice les ravisseurs présumés ;

– dites-vous préoccupé par la présence de paramilitaires dans la région et exhortez les autorités à faire le nécessaire pour protéger la population civile ;

– demandez instamment que soient prises des mesures immédiates pour démanteler ces groupes paramilitaires, conformément aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 342 0592 / 337 5890

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente Uribe,* /
Monsieur le Président de la République,

Responsable des forces armées :

General Carlos Alberto Ospina Ovalle
Avenida El Dorado - Carrera 52 (CAN)
Edificio Comando General 4o piso
Bogotá
Colombie
Fax : +57 1 266 02 98

Formule d'appel : Sr. General, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire] :

Dr. Luis Camilo Osorio
Fiscal General de la Nación,
Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2022 / 2000 (vous entendrez un message en espagnol vous priant de composer le 2017)

Formule d'appel : *Estimado Dr. Osorio,* / Monsieur,

COPIES À :

ONIC/Unité indigène :

ONIC, Calle 13, No.4-38
Bogotá
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.
APRÈS LE 18 JUIN 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*